

*Érosion des sols*

Dans ce contexte, je voudrais citer deux ou trois exemples d'activités qui ont une incidence très néfaste. Je vous renvoie, monsieur le Président, aux expropriations de terres pour le futur aéroport de Pickering. On a soustrait des terres à la production sans compenser adéquatement leurs propriétaires. La même chose s'est produite à Mirabel. Des terres qui auraient pu être productives ont été soustraites à la production. Je pense ensuite aux municipalités dont la politique est de bétonner de bonnes terres arables. Cela se produit surtout en Ontario, mais pas exclusivement. Nous le constatons aussi dans la vallée du Fraser, en Colombie-Britannique. En fait, une mesure législative présentée par le gouvernement de Dave Barrett, en 1973 je pense, s'attaquait au problème des ceintures vertes et du maintien en production des terres agricoles, plutôt que de les voir utilisées pour l'urbanisation ou l'industrialisation. Des règlements de zonage furent adoptés et l'on essaya de classer les terres de Colombie-Britannique selon leur qualité. Toutefois, le résultat fut de créer de graves problèmes. Ainsi, un champ pouvait mériter une catégorie 4, et être classé comme tel, mais être très productif. Le service de l'impôt jugeait la terre improductive parce qu'elle était de catégorie 4. Ailleurs quelqu'un voulait construire, mais on l'en empêchait parce que le terrain était de catégorie 2, même si c'était un tas de rochers. Il y avait donc des anomalies et beaucoup de problèmes.

Je pense qu'il importe de reconnaître que cette mesure législative est toujours en vigueur, même si elle a été modifiée. Cela répond, je crois, aux préoccupations des habitants de la Colombie-Britannique.

● (1450)

En résumé, nous devons penser sérieusement à notre avenir. Un sondage nous apprenait récemment que pour 70 p. 100 des Canadiens, la pollution s'aggrave constamment. Un autre sondage révèle que les deux tiers des répondants placent la protection de l'environnement naturel au premier ou au deuxième rang de leurs priorités. L'opinion de particuliers, de groupes de pression, d'associations professionnelles et de diverses ONG montre que les Canadiens se soucient de protéger et d'améliorer leur environnement. Ils rendent le gouvernement et l'industrie responsables de la pollution et de la dégradation de l'environnement. Par conséquent, ils espèrent que le plus haut échelon de gouvernement donnera l'exemple dans la lutte contre ces problèmes.

Les rapports présentés au Sénat et à la Chambre des communes prêtent un caractère crucial à cette question. Ainsi, le Cabinet fédéral a adopté en décembre dernier une politique globale sur la qualité de l'environnement, en vue de renforcer et de rationaliser l'action du gouvernement dans ce domaine. Cette politique s'appuie notamment sur le principe selon lequel la qualité de l'environnement est essentielle à la protection de notre capital ressources. L'intégration de l'économie et de l'environnement constitue un important élément de cette politique.

Les députés doivent justement exhorter le gouvernement à s'orienter dans cette voie avec célérité, voire de toute urgence, ainsi que l'ont réclamé mes collègues qui ont pris la parole aujourd'hui.

[Français]

**Mme Lise Bourgault (Argenteuil—Papineau):** Monsieur le Président, la question de l'érosion des sols en est une qui me préoccupe particulièrement. En tant que membre du Comité permanent de l'agriculture, monsieur le Président, j'ai eu, à plusieurs reprises, à poser des questions à différents fonctionnaires du ministère, ainsi qu'à des témoins qui sont venus devant le Comité relativement à différentes questions, mais surtout sur le coût des intrants agricoles.

Et dernièrement, monsieur le Président, j'ai reçu une lettre du ministre, plus particulièrement du sous-ministre, qui répondait à une de mes préoccupations au Comité, relativement à l'utilisation des engrais chimiques. En fait, je me posais la question de savoir si l'utilisation des engrais chimiques, des pesticides, pourrait avoir une incidence sur l'érosion des sols.

Selon sa réponse, apparemment non. Sauf que personnellement, dans la circonscription d'Argenteuil—Papineau, monsieur le Président, plus particulièrement à Notre-Dame-de-la-Paix, des citoyens sont producteurs de pommes de terre et, au cours des dernières années, ils ont fait face à un problème d'érosion des sols.

Monsieur le Président, l'érosion des terres est un problème d'envergure mondiale qui frappe non seulement les pays sous-développés, mais aussi les pays industrialisés. Le gouvernement canadien a reconnu cette situation et sa contribution à la stratégie mondiale de la conservation en est une preuve. La stratégie vise à mieux gérer les ressources de façon à assurer un développement économique et social durable. Elle se concentre sur les principaux problèmes qui entravent la réalisation des objectifs de la conservation et sur la manière de les résoudre.

Environnement Canada coordonne, avec l'aide du Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement, les activités à l'échelle du pays. Durant la Semaine de l'environnement en 1986, le gouvernement fédéral était l'hôte de la Conférence de la stratégie mondiale de la conservation, durant laquelle Environnement Canada a joué un rôle majeur.

Monsieur le Président, notre collègue de l'autre côté de la Chambre qui était précédemment ministre de l'Environnement, je pense, doit certainement connaître, peut-être, sans doute, plus que la plupart d'entre nous, la question de l'environnement. Sauf que je ne crois pas, monsieur le Président, et il doit être le premier à l'admettre, que le gouvernement précédent a fait de si grandes choses dans la question de l'environnement. Je pense qu'il doit être d'accord sur cela en tant que ministre... En tout cas, il ne doit pas être tellement fier de ce que son précédent gouvernement a réalisé sur l'environnement.

Monsieur le Président, le thème des discussions de la Commission dont je parlais précédemment avait porté sur les effets de la croissance économique sur l'environnement. Le gouvernement fédéral accorde une vive importance à cette question et se soucie des conséquences des agressions contre l'environnement: la dégradation des sols, du régime des eaux, de l'atmosphère, des forêts et sur nos perspectives économiques.

Je n'ai pas besoin de rappeler, parce que d'autres collègues avant moi l'ont rappelé, que le gouvernement a mis plusieurs centaines de millions de dollars dans la question de l'environnement. Le ministre de l'Environnement avec son collègue et